

# Introduction

*« La liberté est la force motrice de l'intelligence » :  
Jean Epstein*

**J**e me souviens des champs de mon enfance où je suivais les pas de mon père et de mon grand-père. Dévorés par la grande ville de Brest, les hectares de bonne terre disparaissaient les uns après les autres. Et j'entendais des mots aussi curieux que maléfiques : « Expropriation », « Cour de cassation » de la bouche d'une grand-mère procédurière comme pas deux. Je lui dois peut-être ma vocation de juriste. Il faut dire qu'avec les champs aux noms mystérieux de Park al lec'h ou Gormitiel, transformés en Parking ou en terrain de foot, c'est notre univers qui s'en allait, avec une part de nous-mêmes. Partout, on entendait chanter la vieille langue dont jamais quiconque ne se serait mis en peine de m'en dire seulement quelques mots. Comment leur en vouloir ? La France leur avait appris à ne pas s'aimer. Je me souviens de la foi de mes aïeux, des prières sous le soleil de plomb et des cantiques d'outre-France aux pardons du Folgoët ou de Rumengol.

Mais qui sommes-nous, frères humains ? Pauvres déracinés férus de technique, avides de toutes les richesses de la terre dans la grande foire mondialisée, sans autre loi que

celle des affaires et du marché ? Affreux identitaires ou Barbus haineux à l'encontre de l'Occident dominateur, au point de ne faire plus qu'un avec leur particularisme et de vouloir l'imposer par les armes à l'humanité ?

La mondialisation est en marche. Elle s'est installée dans nos têtes où s'est produite une véritable révolution, dans le sentiment enivrant qu'il n'est plus d'autre frontière que celles que l'on veut bien se donner. Mais s'il n'est plus de frontière et si nous nous définissons avant tout sur le mode de l'identique ou du « tous les mêmes sous le soleil », comment s'ouvrir à l'Autre ?

Et l'homme émancipé, déraciné dans sa métropole mondialisée, côtoie l'éternelle barbarie dont on peut être sûr du regain. Les frontières et contrôles en tous genres se multiplient dans un monde qui n'a jamais été aussi dangereux. Même le territoire français n'est pas épargné comme en témoigne l'attentat barbare commis au préjudice de la rédaction de Charlie Hebdo<sup>1</sup>.

L'État-nation à la Française, dit universel, mais reposant sur l'homogénéisation des hommes, a préparé l'avènement de l'individu déraciné. Seulement voilà, l'État-nation n'est plus là. Il a baissé pavillon, succombé aux sirènes de la finance mondialisée au grand dam d'un individu englouti dans la fosse abyssale des innombrables opportunités qui s'offrent à lui et sans la chaleureuse protection que lui offraient ses repères traditionnels.

Quant au bateau ivre de l'humanité, il navigue à vue entre les écueils, sans la moindre boussole.

---

1. Hervé Juvin, *La grande séparation : Pour une écologie des civilisations*, Gallimard, 2013.

Et l'homme se désespère, perdu entre le « même » et « l'autre », ou si l'on préfère, entre tout ce qui fait de lui un homme comme tout un chacun et ce qui signe sa singularité. Entre le même et l'Autre, à chacun de tracer sa route.

Et la route est sinueuse. Car la déshumanisation menace tout autant celui qui nie l'altérité, au nom de préceptes universels, que celui qui rejette ces derniers au nom de son particularisme culturel ou religieux.

Je crois pouvoir dire que certaines communautés ont pris de l'avance dans la perception du principal enjeu de l'humanité consistant désormais à concilier l'identique avec l'altérité, le commun avec le particulier. Ceux qui comme nous, Bretons, ont réussi la gageure de passer par la grande lessiveuse du nivellement national, sans toutefois oublier qui ils sont, ont peut-être des conseils à prodiguer aux grands blanchisseurs de l'humanité, qu'ils demeurent à Paris ou à New York. Et tant pis s'il semble vain d'espérer convaincre ceux qui ont construit leur nation sur la mort de l'Autre.

La France est un vieux mythomane qui ne craint rien tant que le réel. C'est que la réalité bouscule ceux qui préfèrent se bercer d'illusions et aller jusqu'au bout du mythe de la grande nation monolithique, mère des peuples et parangon de toutes les vertus. Ce beau rêve n'est tenable qu'à l'abri de la citadelle imprenable d'un État protecteur, hors la pression exercée par une mondialisation débridée. Mais voici que le mur protecteur s'affaisse sous nos yeux et qu'il faut déjà songer à tout reconstruire.

Le beau récit qui tient lieu de mythe fondateur demeure la France éternelle, capable d'assimiler l'humanité ébahie dans sa substance nationale et linguistique, capable encore

de dicter sa loi à la mondialisation et de répandre partout son modèle de l'État omnipotent et égalitaire, pour mieux conformer les hommes à sa raison suprême et lumineuse. Si la nation s'ouvre aux autres, c'est sur le mode de la projection de son modèle. Rarement sous l'angle de ce qu'elle peut recevoir ou de la nécessaire adaptation à la contrainte extérieure.

Et si l'arrière-cour s'avère moins ragoûtante, si les belles valeurs ne résistent pas toujours à la volonté de ceux qui les déclament haut et fort comme à l'épreuve d'une société minée par la corruption et la montée du racisme, il ne tient qu'à persévérer dans le mythe qui tient lieu ici d'unité. N'est-ce pas au nom du mythe d'une nation unicitaire que l'on découpe à la hussarde, au coin de table présidentielle, de grands ensembles régionaux sans autre logique que celle des petits arrangements entre amis et de la crainte de la diversité bien réelle ? Et surtout, en prenant garde de ne pas entendre le cri des hommes. Retour brutal à la vraie nature d'une République jacobine à l'adresse des optimistes qui s'attendaient au grand retournement démocratique.

Il devient même tentant de se tourner contre ceux dont la parole dérange et questionne le système. Mais est-ce vraiment à ceux qui n'ont que le tort de rappeler la vérité des choses et des hommes qu'il faut chercher querelle ? N'est-ce pas plutôt au mythe en lui-même ?

Quel est le réel que la Nation ne cesse de fuir ? On me reprochera de rappeler l'évidence que c'est elle-même qu'elle fuit depuis les premiers temps où il lui prit de se construire contre l'Autre en elle, ces vieux peuples niés dans leur être et victimes d'une véritable déculturation programmée. La France est riche d'une diversité insoup-

çonnée, sur le plan anthropologique, culturel et linguistique, dont il ne tient qu'à elle de profiter des bienfaits.

Dans un premier essai sur le modèle juridico-politique français, « la désunion française<sup>1</sup> », j'avais souhaité attirer l'attention sur le fossé grandissant entre les élites et le peuple qui ne se retrouve plus dans un régime tourné contre les hommes. J'avais déjà souligné, qu'à mon sens, les responsables politiques bénéficiaires du système étaient incapables de réagir mais que si une évolution devait se dessiner, elle prendrait la forme frondeuse de la société civile. La révolte des Bonnets rouges bretons, à l'automne 2013 a souligné la profondeur du mal. Car les élites multiplient promesses et subterfuges pour mieux refuser d'affronter les problèmes que soulèvent la présence de l'Autre et la faillite démocratique évidente. Fallait-il attendre autre chose des élites que l'artifice et le silence ?

Mais ce silence n'est pas anodin. Il trouve sa part d'explication dans le fait que la France ne peut accepter l'idée d'une République aux mains sales, une République comportant en ses fondations fragiles la déshumanisation de peuples entiers. On suggérerait encore que nos élites, qui disposent du monopole de la bonne pensée, ne peuvent accepter l'idée d'une déshumanisation fondatrice sans chanceler de leur pied de stalles d'où elles jouissent d'un statut et de prérogatives inégalées dans aucune autre démocratie. On sait combien il est difficile d'exprimer le tabou fondateur lorsque la pression démocratique redouble et appelle à mettre les mots sur ce qui n'est rien d'autre qu'un ethnocide en marche, à l'abri du droit négateur. Les

---

1. *La désunion française, essai sur l'altérité au sein de la République*, L'Harmattan, 2012.

Turcs en savent quelque chose, qui ne peuvent évoquer le génocide arménien sans vaciller dans leurs fondations républicaines. Et pourtant, c'est l'avenir de cette même construction politique incapable d'affronter l'altérité qui recommande de dire haut et fort ce qui ne se dit pas. Sans qu'il soit besoin de se mortifier des blessures infligées par une histoire de type coloniale, que l'on sait si bien dissoudre dans le mythe de la grande nation incréée, on ne retrouvera pas le chemin de l'unité au sein d'une véritable nation politique sans questionner et modifier le rapport déficient à l'Autre.

Les lignes qui vont suivre s'inscrivent dans le mouvement historique de libération des hommes et des peuples, que l'on voudrait tant croire achevé du côté de ceux dont la domination incarnerait le stade ultime de l'humanité coïncidant avec le triomphe de leurs valeurs bourgeoises. Mais jamais ne cessera la lutte incessante contre toutes les formes de concentration de pouvoir, car il en va de l'esprit démocratique et de la seule manière de rendre possible la vie en société par la croyance farouche en la puissance émancipatrice des grands concepts. C'est au nom de l'unité qu'il faut se faire violence pour sortir du cadre rassurant de la pensée commune et débusquer, affronter les formes de domination qui structurent toutes nos sociétés, surtout lorsqu'elles se disent démocratiques ou républicaines. Il faut dire qu'avec la société de communication, les puissants disposent de tous les moyens propres à endormir le bon peuple avec les jouets dont il raffole ou en le culpabilisant d'être dominé. À les entendre, les pauvres méritent leur situation de déclassés, et s'ils trahissent parfois quelque forme d'altérité, c'est qu'ils ne savent pas s'intégrer à la

culture dominante et que plus que tout, ils ne respectent plus l'autorité du Maître qui les somme de disparaître.

Si je parle de dominants et de dominés sur le terrain économique, social et culturel, c'est que cette ligne de partage n'a pas disparu. Derrière les mythes rassurants de la souveraineté nationale et de l'unicité du peuple français, les inégalités s'épanouissent. Sans aucun doute, ces deux principes relevant du mythe n'ont-ils d'autre effet que de conforter chaque jour davantage les inégalités structurelles, en s'opposant à la mécanique démocratique des contre-pouvoirs. L'ordre jacobin est passé maître dans l'art de voiler les formes de domination que l'émancipation des hommes commande d'affronter dans l'espoir de les réduire. Et quand bien même nombre d'individus auraient-ils perdu le sens de l'aliénation dont ils sont victimes en matière culturelle et linguistique, sous la force de l'ordre jacobin à faire accroire que l'identité française est salvatrice, la domination n'en est pas moins là. On ne procède pas à la déculturation d'un peuple en taisant son histoire et en réduisant l'usage de sa langue, jadis parlé par la quasi-totalité de la population, à un pourcentage dérisoire de locuteurs, sans une domination de tous les instants, héritée de l'histoire et inscrite dans le droit. Mais pour espérer réduire ces formes de domination, encore faut-il songer à les affronter.

La République ne libère plus, elle conserve les droits acquis et les rentes des nombreuses corporations qui bénéficient de ses largesses. La réforme en devient d'autant plus improbable que le secteur protégé, assis sur les plus hautes valeurs, l'emporte sur le secteur concurrentiel. Même la réforme territoriale esquissée ne peut passer outre les droits acquis de la corporation des élus socialistes au dé-

triment du peuple comme en témoigne l'incapacité du pouvoir à réunifier la Bretagne.

La ligne de partage dominants/dominés, aussi difficile à appréhender soit-elle parfois, existe bien, entre les élites et bénéficiaires du système, qui possèdent ou contrôlent à peu près tout et le reste de la population dont le rôle consiste à œuvrer pour le compte de ces gens ou à se tenir dans les affres de l'assistantat et du trafic. Cette ligne recoupe largement la fracture entre ceux dont l'appartenance identitaire est niée par le droit, du fond de leur vieille province, et ceux qui se définissent sur le mode de leur identité exclusive. Cette forme de domination est aussi celle de la centralité parisienne et des grandes métropoles où se concentrent ceux qui bénéficient de la mondialisation, au préjudice d'une classe populaire reléguée à l'extérieur des grandes villes. Elle s'exprime encore sur le mode de la fracture sociale et de l'inégalité des chances dans la société qui a perdu sa mobilité, entre la grande masse de la population et son élite parisienne ou bourgeoise, mais aussi sur le mode singulier de la captation des élites locales et de leur corruption. Le mot est fort, mais enfin, celui qui veut réussir ne doit-il pas se renier pour adhérer au système ? Et nombre d'entre nous de s'abîmer dans ce qui n'est jamais qu'une forme de corruption car il en va toujours ainsi lorsque le droit n'est pas en cohérence avec la réalité des hommes et des choses.

On en douterait ? Ne voyons-nous pas nos propres responsables politiques bretons opiner du chef aux propos à connotation raciste des *pennoù bras*<sup>1</sup> de Neuilly, lorsqu'ils soutiennent que notre langue de paysan ne vaut pas les

---

1. Grands chefs.



quelques millions d'euro qui permettrait de la sauver ? N'entendons-nous pas ces jeunes apprentis politiciens boutonneux, ou autres fils à papa, nous enjoindre de devenir de bons « ligériens » sur notre territoire de Loire Atlantique à l'identité bretonne millénaire ? Mais comment devient-on ligérien sinon en renonçant à ce que l'on est ? Ce sont eux les coupables qui, de leur représentation bourgeoise du monde, déshumanisent à tour de bras au nom de leurs intérêts du moment. Avec une mention honorable sur le terrain de la responsabilité pour nos grands notables locaux, qui pour Bretons qu'ils s'affichent lorsqu'ils sont au pays, n'ont pas le courage de leurs convictions et se montrent incapables de prendre les décisions qui bouleverseraient le cadre en vigueur, lorsqu'ils en ont l'occasion.

Il en est même qui optent à présent pour la disparition pure et simple de la Bretagne dans le Grand Ouest morne. Pour qui se montre digne de sa charge, il est toujours possible de dire « non » ou d'exiger avec force la grande mutation juridico-politique qui remettra le droit en phase avec les hommes. Encore faut-il être fidèle à ses convictions et prendre le risque de déchoir quelque peu dans l'esprit des puissants. Auraient-ils seulement la force de suivre le peuple lorsqu'il s'agit au nom du droit simple à pouvoir développer son pays ou sauvegarder sa langue ?

On ne saurait trop rappeler l'urgence de cette grande mutation dans l'ordre du droit et de la pensée de l'être ensemble, car la nation se disloque sous nos yeux. Et nous, Bretons, ne serons plus longtemps les premiers à venir la sauver, tant il devient impossible de se retrouver dans ce pouvoir parisien en échec total sur le terrain de l'égalité et qui pressure davantage le peuple pour maintenir les avantages que procure la centralité.